

NOR 1200-15-0051

PRÉFET DE L'ORNE

Sous-préfecture d'Argentan

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Basse-Normandie
Unité Territoriale de l'Orne*

**ARRETE DE MISE EN DEMEURE
SOCIETE DECAPAGE, APPLICATION, PEINTURE
COMMUNE DE SAINT GEORGES DES GROSEILLERS**

Le Préfet de l'Orne
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 1996 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment sa section III relative à la protection contre la foudre ;

VU le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement du 19 décembre 2014 établis suite à la visite du 4 novembre 2014 et transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pu présenter lors de la visite d'inspection du 4 novembre 2014 de mesures des rejets atmosphériques permettant de vérifier la conformité de ces rejets aux valeurs fixées à l'article 36 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1996 ;

CONSIDERANT que les rubriques n° 2565 et n° 2566 font partie de la liste des rubriques mentionnées à l'article 16 de l'arrêté du 4 octobre 2010 pour lesquelles les dispositions de la section III de ce même arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sont applicables ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pu présenter lors de la visite d'inspection du 4 novembre 2014 les éléments relatifs à la protection contre la foudre ;

CONSIDERANT que ces manquements aux prescriptions applicables avaient été constatés lors de la précédente visite d'inspection du 1er avril 2010 ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

La société DECAPAGE, APPLICATION, PEINTURE exploitant un atelier de traitement de surfaces située ZA de la Poterie à Saint-Georges-des-Groseillers est mise en demeure de :

- démontrer le respect des valeurs fixées à l'article 36 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1996 pour les rejets atmosphériques issus du four à pyrolyse en procédant à la réalisation de mesures atmosphériques sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- réaliser l'analyse du risque foudre telle que définie dans l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1er ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par le même article, et indépendamment d'éventuelles poursuites pénales, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Caen par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Orne, le Sous-Préfet d'Argentan et la Directrice Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé réception.

FAIT à ARGENTAN, le 2 février 2015
Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet d'Argentan


Pascal VION